

Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération
ORSTOM

Colloque : "*Vivre dans une île, géopolitique des insularités en Europe et dans le monde*", organisé par la Commission française de géographie politique à Minorque (Baléares, Espagne), sous le haut patronage du Conseil insulaire de Minorque et avec le concours de l'Institut d'Etudes minorquaises, du 19 au 22 septembre 1995.

Comunication : "*Le Pacifique insulaire, périphérisations et recompositions spatiales*"

par Gilbert DAVID et Patrick PILLON

1995



LE PACIFIQUE INSULAIRE, PERIPHERISATIONS ET RECOMPOSITIONS SPATIALES

par Gilbert DAVID et Patrick PILLON*

1. Introduction

Dans la première moitié des années 1980 les analystes du système mondial, les politologues et les journalistes ont repris l'idée du "*Pacifique, centre du monde*" procédant de l'analyse séquentielle des aires de prospérité et de leur ancrage sur une mer ou sur un océan. Bien que les Français y incluent généralement l'Océanie (Durand, Lévy, Retailé, 1992 : 236 ; Aldrich, 1988 : 66-68), c'est sur les évolutions de la bordure du grand océan que repose une telle assertion : le Pacifique insulaire, quant à lui, demeure un monde à part, l'une des régions du monde où les contraintes géographiques pèsent le plus fortement sur les transformations politiques et économiques et, partant, sociales. Inséré tardivement au sein de l'économie mondiale, cet ensemble s'est depuis lors structuré dans ce cadre qui façonne en conséquence ses espaces et les pôles de peuplement et d'activité qui les définissent. Nous nous attacherons dès lors à montrer :

-- que l'espace îlien le plus étendu et regroupant le plus grand nombre d'îles a toujours été placé en position périphérique dans le cadre de son intégration au système-monde et que ses développements continuent à être marqués par la périphérisation ;

-- que l'inégal développement régional consubstantiel à l'histoire de l'humanité est de plus en plus marqué et de plus en plus caractéristique de l'évolution des espaces océaniques dans l'économie-monde et, qu'à cet égard, les rapports centre-périphérie y sont extrêmement diversifiés ;

-- que les politiques de développement ont souvent été suivistes et qu'à une époque où la vision marchande dominante perçoit l'espace mondial en tant qu'espace multi-polarisé en concurrence devant déboucher sur la formation de "*pôles performants*" la plupart des îles du grand océan ne semblent guère voir de possibilités s'ouvrir à elles en dehors de l'exploitation de leurs ressources naturelles, ainsi, peut-être, que de la valorisation de leurs espaces et de la qualité de vie qui s'attache à ceux-ci.

2. L'Océanie : une région à l'écart du monde

2. 1 Une périphérie de la géographie et de l'histoire mondiales

L'Océanie se démarque des autres continents par une spécificité géographique : elle se compose d'une poussière de terres dans une immensité océane. Avec une superficie de 176 millions de km², dont 167 d'eau, elle forme la région la plus vaste de la planète dont elle couvre environ 35 % de la surface (Guilcher, 1969). Quatre aires géographiques la composent : l'Australie, la Mélanésie, la Micronésie et la Polynésie. Les superficies terrestres et l'histoire des deux derniers siècles réservent cependant une place à part à "*l'Australasie*" formée de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande : pays

* Respectivement géographe et sociologue à l'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (ORSTOM), Centre ORSTOM de Nouméa, B.P. A 5, Nouméa Cedex, Nouvelle-Calédonie.

© ORSTOM

Fonds Documentaire ORSTOM



010017081

Fonds Documentaire ORSTOM

Cote: B* 17081 Ex: 1

développés peuplés d'Européens, ces puissances se distinguent du reste de la région qui, pour participer géographiquement et, autrefois, culturellement des mêmes ensembles qu'eux, forme désormais le monde de "*Océanie insulaire*" ou du "*Pacifique insulaire*". L'Océanie insulaire se compose de vingt-six entités dont la plupart sont de dimensions extrêmement modestes : la moitié font moins de 500 km² et seules sept d'entre elles ont une superficie supérieure à 10 000 km². L'importance des distances entre îles ou archipels voisins comme entre points extrêmes de la zone caractérisent l'espace régional : près de 6 500 km séparent Nouméa d'Honolulu, et l'île de Pâques est à plus de 13 000 km de Palau. En dehors des marges occidentales, les états et territoires de la région sont souvent éloignés de plusieurs milliers de kilomètres de tout continent, et il est rare que deux pays soient situés à moins de 500 km l'un de l'autre.

L'Océanie est la dernière région du monde à avoir été colonisée : il y a 60 000 ans de cela, lors de la dernière période glaciaire, des hommes pénètrent depuis l'Asie du sud-est dans le continent de Sahul formé des terres d'Australie, de Tasmanie et de Nouvelle-Guinée. Lorsque la période climatique s'achève, il y a environ 9 500 ans, les zones qui correspondent à l'Australie, à la Tasmanie, à l'archipel de Bismarck, à la côte nord de la Nouvelle-Guinée et aux hautes terres de Nouvelle-Guinée sont peuplées ; il ne semble pas que les autres îles mélanésiennes l'aient été. La conquête du continent serait ainsi la première aventure maritime de l'histoire de l'humanité, le peuplement polynésien atteignant par ailleurs les îles les plus isolées du monde. Il y a six à quatre mille ans, se forme la culture qui colonisera le reste de la Mélanésie ainsi que la Polynésie occidentale. Les Polynésies centrale et orientale ne se peuplent qu'à partir du premier millénaire de notre ère, l'arrivée dans les îles les plus excentrées étant effective au cinquième siècle. La Micronésie est atteinte il y a 3 à 2 000 ans selon des routes indépendantes (Garanger, 1978 ; Gorecki, 1988 ; Huetz de Lemps, 1994).

Des contacts anciens avec l'Asie du sud-est sont avérés, notamment pour les côtes d'Irian Jaya : des marchands indiens du début de l'ère chrétienne connaissent ces parages, fréquentés à leur suite par des marchands indonésiens (Hughes, 1977 : 10-17 ; Pacific Islands Year Book, 1989 : 267-268). Les micro-sociétés du Pacifique insulaire sont toutefois restées pour la plus grande partie de leur histoire à l'écart des entités politiques, économiques et spatiales centrées sur les continents asiatique et américain, un isolement rare dans l'histoire de l'humanité (Danielsson, 1972 : 1242).

2. 2 Les micro-systèmes sociaux précoloniaux et leurs espaces

Les civilisations océaniques ont abouti à des formes sociales extrêmement différenciées allant des organisations acéphales à "*leader*", à "*big man*", à "*grand homme*", à titres et à grades - surtout représentées en Mélanésie (Sahlins, 1963 ; Guiart, 1972 ; Godelier 1990 ; Lemonnier, 1990) - aux grandes chefferies polynésiennes fortement hiérarchisées présentes à Tahiti, Tonga et Hawaï (Danielsson, 1972) ; elles ont également élaboré des adaptations multiples à leur environnement qui, soumis à une forte variabilité climatique peut être extrêmement contraignant, notamment dans le cas des atolls polynésiens et micronésiens aux faibles superficies et aux milieux peu diversifiés (Dahl, 1980). Les entités politiques s'accrochaient à des espaces restreints englobant rarement la totalité

d'une île haute : Tahiti dont la superficie dépasse à peine 1 000 km² était divisée en dix-sept chefferies au XVIII^{ème} siècle, et l'île de Pâques, d'une superficie de 179 km², en six à dix (Danielsson, 1972 : 1277).

Les espaces précoloniaux sont fortement marqués par la complémentarité entre littoral et intérieur des terres présente dans l'organisation de toutes les îles hautes océaniques (Bonnemaison, 1986) : pour Joël Bonnemaison (1990-1991 : 120-121), "[le] bon modèle océanien, c'est une île haute formée d'un rivage et d'une montagne. [...] Grâce à ce "bon rivage" la rupture avec le reste du monde est moins abrupte. Grâce à la montagne, [l'île] dispose d'une profondeur intérieure qui lui permet une certaine diversité". L'espace socialisé y est de structure réticulée composant un maillage de lieux faits de géosymboles, d'itinéraires et de points nodaux aux entrecroisements des réseaux d'alliance par lesquels est assurée la cohésion sociale et culturelle des communautés insulaires (Antheaume et alii, 1987 ; Bonnemaison, 1980, 1985, 1989). La colonisation et l'économie marchande rompent les dynamiques des micro-systèmes sociaux océaniques (Wallerstein, 1995) : aux espaces relativement "ouverts" et éclatés, est substitué un espace centralisé polarisé par la mission, la plantation et la ville naissante ; les "espaces enchantés" des formations anciennes cèdent le pas à des ensembles géographiques auxquels les rapports marchands assignent leur signification.

3. La structuration des premiers espaces coloniaux (1840-1939)

3.1 De l'exploitation des ressources naturelles au développement de l'agriculture spéculative

La chasse aux cétacés marque l'irruption de l'économie mondiale dans l'Océanie insulaire : commencée au début du siècle dernier, elle se traduit par la capture de 193 000 animaux entre 1804 et 1817. Elle connaît son apogée entre 1830 et 1840, l'effondrement des stocks de cétacés et la généralisation des huiles de pétrole y mettant fin après 1860 (Doumenge, 1966). A partir des années 1830, l'exploitation des richesses se déplace de l'océan vers les îles pour concerner le bois de santal, le trévang (ou holothurie) ainsi que divers produits nacrés (écailles de tortue, perles, trocas), tous très demandés sur le marché chinois. Ces activités qui se maintiennent jusque vers la fin du XIX^{ème} siècle donnent lieu à un fructueux commerce maritime à caractère triangulaire qui échange santal, fer, tabac et thé entre le Pacifique insulaire, l'Australie et la Chine : ces circuits consacrent l'insertion des îles d'Océanie dans l'économie-monde (Shineberg, 1973, 21-24 ; Bonnemaison, 1986 : 331).

L'agriculture marchande qui succède aux rapports de prédation est synonyme de grandes plantations ; le choix des plantes à cultiver est toutefois moins envisagé dans le long terme qu'en fonction des conjonctures économiques. C'est tout d'abord l'Australie et l'archipel des Hawaii qui se lancent dans l'économie sucrière dans la première partie du XIX^{ème} siècle ; mais c'est la guerre de Sécession américaine de 1860 qui consacre le véritable départ de l'économie de plantation en induisant la culture du coton sur les côtes sous le vent des îles hautes : cette production se développe dès lors dans des lieux aussi éloignés les uns des autres que Hawaii, Tahiti, les Marquises, Samoa, Fidji, les Nouvelles-Hébrides et le Queensland australien (Weightman, 1989). La fin de la guerre de

Sécession et le conflit franco-allemand de 1870-1871 entraînent l'effondrement des cours, l'abandon des cultures et la ruine des économies insulaires naissantes (Doumenge, 1966 : 347) ; la canne à sucre, de nouveau, et le cocotier remplacent le coton à partir de 1870. Si la canne se développe en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie, aux Samoa, à Fidji et aux Hawaï, elle ne se maintiendra que dans ces deux derniers pays qui sont les seuls à disposer de superficies permettant d'amortir les investissements : la conjonction de disponibilités foncières et l'ouverture du marché américain favorisent très tôt l'industrie sucrière à Hawaï, celle-ci ne démarrant qu'à la fin du siècle à Fidji (Doumenge, 1966 : 347 ; Huetz de Lempis *et al.*, 1995 : 437).

A l'inverse, le cocotier s'implante jusque sur les îles les plus reculées ; bien que les premières plantations soient antérieures à la vague cotonnière (Weightman, 1989 : 127), les cocoteraies ne prennent leur essor que dans les années 1870, alors que la demande d'huile de coco est entravée par les coûts d'exportation des noix entières. La mise au point du procédé de séchage du coprah lève cette contrainte, et, dès 1870, des "*coprah makers*" apparaissent sur les rivages, achetant les noix contre du tabac, tandis que les plantations se multiplient. La simplicité et le faible coût du séchage font que cette production n'atteint généralement pas les concentrations de la production sucrière.

3.2 Recompositions sociales et contrôle de l'espace

A quelques exceptions près, la chasse aux cétacés est de peu de conséquence pour les modes de vie îliens : les contacts se limitent aux villages proches des mouillages et pourvoyeurs d'eau douce et de vivres frais. Les activités liées à l'exploitation du rivage ou du bois de santal sont déjà d'une autre nature, les "*beach combers*" s'immisçant dans les affaires internes des populations ou étant utilisés par leurs protecteurs à des fins de suprématie militaire. La présence européenne reste toutefois faible, la pénétration économique et culturelle s'effectuant par le canal des échanges de biens et des flux d'information émis à partir de la mer et de ses bordures. L'introduction du fer et des outils de fer, base des relations de troc entre insulaires et marchands, marque la période ; au regard de l'intégration à l'économie-monde et à celui des recompositions spatiales, il s'agit d'une phase d'interface : le rôle du littoral y est essentiel.

Avec l'implantation missionnaire puis l'installation de colons et de commerçants encadrés par l'armée et l'administration, commence la phase de pénétration ; celle-ci entraîne de profondes mutations dans les communautés océaniques, dans leurs aménagements de l'espace, leurs modalités d'organisation et leurs référents culturels. Marquée par la baisse démographique, les implantations missionnaires et l'économie de plantation, elle touche en premier lieu - et le plus fortement - les communautés du littoral plus exposées "*au contact blanc*" (Bonnemaison, 1986). L'ampleur du contact met en cause dans bien des cas la viabilité démographique de communautés qui doivent faire face aux maladies, aux recrutements et aux enlèvements ainsi qu'à l'extension des guerres. L'introduction des armes à feu aggrave le déficit démographique de populations côtières déjà terriblement affectées par les maladies ; forts de leurs fusils, certains guerriers du littoral mènent des actions dans l'intérieur des terres pour se procurer des captifs qu'ils cèdent aux "*blackbirders*", ces

trafiquants d'un commerce de main-d'oeuvre qui a eu son apogée en 1880 et a déplacé 100 000 personnes entre 1863 et 1911 (Bonnemaison, 1986 : 337). De nombreuses îles connaissent alors une déstructuration démographique et le dépeuplement de régions entières, les pertes pouvant être estimée à 50 % sur l'ensemble des Nouvelles-Hébrides et jusqu'à 80 % localement (Bonnemaison, 1986 : 342). Missions et plantations amènent l'acculturation et les déplacements de population, parfois dans le sillage des épidémies ; les effets de l'enseignement religieux favorisent le départ des catéchumènes sur les plantations (Gundert-Hock, 191). La colonisation foncière entraîne déplacements et regroupements en villages, processus de concentration de l'habitat à l'opposé des habitudes insulaires auquel les missions ont ouvert la voie.

Les missions, qui sont volontiers situées en bordure maritime, renvoient à une modernité matérialisée par l'accès aux soins, à l'éducation et au salariat ; chaque implantation devant pourvoir à ses besoins et contribuer au fonctionnement des navires reliant les missions d'une même église, les religieux participent au commerce du coprah. Ils se font ainsi les agents de nouvelles pratiques qui sont plus à l'origine des conversions que l'adhésion plus abstraite à la parole du Christ. En ce sens, les missions peuvent être perçues en tant que lieux d'émission d'informations relatives à une nouvelle forme d'existence qui, se propageant vers les terres de l'intérieur, drainent à eux les populations optant pour la "*voie de l'école*" en opposition à la "*voie de la coutume*" (Bonnemaison, 1986).

Les plantations de cocotiers ou de palmiers à huile sont également localisées en bord de mer alors que les cocoteraies ne couvraient pas antérieurement ces zones "[...] *les plaines côtières de toutes les îles volcaniques* [de Polynésie étant] *couvertes primitivement de bouquets rapprochés d'arbres à pain* [qui] *ont depuis été remplacés par des cocotiers dont les noix n'étaient jadis qu'une ressource d'importance secondaire dans l'économie polynésienne*" (Danielsson, 1972 : 1249). Les planteurs sont également tributaires du transport maritime pour l'acheminement de leur production et de leur main-d'oeuvre, les défrichements s'effectuant de préférence dans des zones vidées d'habitants (Doumenge, 1966 : 341 ; Panoff, 1986) ; contrairement à la mission, la plantation n'est que rarement un pôle d'attraction pour les populations environnantes.

La présence des marchands, des colons, de l'armée et de l'administration, amène la création de la ville coloniale qui occupe aussitôt une position clef malgré une emprise spatiale limitée et une population réduite. Située elle aussi en bord de mer, elle commande la puissance militaire et les finances publiques ; ses garnisons et ses canonnières imposent l'ordre colonial, ses fonctionnaires bornent et délimitent l'espace insulaire et refoulent les populations autochtones dans des proportions variables. Il se constitue ainsi à l'échelle de chaque île ou ensemble d'îles un réseau d'espaces colonisés desservi par des transports maritimes réguliers provenant du bassin du Pacifique ou de métropole, et commandé par une ville (initialement un simple bourg) qui constitue l'interface administrative, militaire et parfois religieuse entre cette métropole et le système insulaire : aussi le littoral est-il le premier espace d'importance dans les recompositions amenées par l'insertion du Pacifique insulaire dans l'économie-monde au cours de la centaine d'années qui va de 1840 à 1939.

4. Intégration économique de l'après-guerre et différenciations spatiales

4.1 Les évolutions économiques et sociales

L'après-guerre ouvre une période faite d'une croissance et d'une diversification de la production marchande, d'une forte poussée démographique, de la formation de nouvelles catégories sociales et de la mise en place des appareils d'état autochtones : ainsi s'accélère la transformation de sociétés qui demeurent largement structurées par les pratiques non-marchandes. En continuité avec l'entre-deux guerres, l'agriculture est le premier support de cette extension qui se heurte à la faiblesse des voies de communication mais peut prendre appui sur le réseau routier créé durant la guerre : des populations plus distantes des zones anciennement intégrées à la domination européenne deviennent accessibles, ce qui facilite la diversification des cultures commerciales au détriment des cocoteraies.

Les années 1970 marquent une nouvelle phase de la mondialisation (Wallerstein, 1995) ; des politiques de diversification de la production agricole sont adoptées et les secteurs de l'extraction minière, de l'exploitation forestière, de la pêche et du tourisme prennent corps. Ces évolutions sont gagées sur l'augmentation des financements en provenance des instances internationales et sur la pénétration des capitaux transnationaux : la Papouasie-Nouvelle-Guinée où l'extraction minière était jusque là de peu d'ampleur se lance dans l'exploitation à grande échelle de ses gisements avec l'appui de capitaux étrangers (Goodman, Lepani, Morawetz, 1985 : 135). Dans le même temps, Fidji accroît sa production d'or tandis que celle du nickel connaît une flambée sans précédent en Nouvelle-Calédonie entre 1969 et 1972. L'industrie forestière connaît des développements notables, de même que la pêche aux thonidés dont, toutefois, les résultats ne remplissent pas toujours les espérances (Doumenge, 1990 ; AIDAB, 1991 ; Friesen, 1993 ; Duncan, 1994). Cette accélération économique débouche sur la formation de nouvelles différenciations spatiales relayées par des considérations politiques et stratégiques : l'importance des populations, des disponibilités foncières et des ressources, la nature de ces dernières ainsi que les potentialités économiques des pays deviennent plus signifiants que jamais. Dans une région marquée par la décolonisation, les écarts et les devenirs se creusent entre pays dotés ou non de ressources, entre pays riches et pauvres, entre pays indépendants et pays rattachés à une métropole : les données de la géographie passées au crible socio-économique contrastent de plus en plus la Mélanésie à la Polynésie et à la Micronésie.

4.2 Développements mélanésiens

C'est en Mélanésie que la participation au processus d'accumulation capitaliste révolutionne le plus la production : deux pays, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et Fidji, se distinguent par les volumes de leur production et par l'importance de leurs populations. La Papouasie-Nouvelle-Guinée dont 85 % de la population reste rurale voit le pourcentage de ses actifs impliqués dans l'économie monétaire passer de moins de 50 % des effectifs totaux à 75 % de ceux-ci entre 1966 et 1980 : dans un pays naguère adonné à l'autosubsistance, plus de la moitié des unités familiales vendent alors des produits vivriers, la moitié du café, 19 % du coprah, 13 % du cacao ... (Goodman, Lepani, Morawetz,

1985 : 45). Les îles Fidji, fortes de leurs 700 000 habitants à la fin des années 1980, ont un produit intérieur brut qui croît de 4,7 % par an de 1970 à 1980 : sur les deux principales îles, les superficies agricoles et forestières augmentent respectivement de 233 % et de 254 % entre 1958 et 1978 tandis que la population croît de 31 et de 50 % (Ward, 1988 : 75-76). Au début des années 1990, plus de la moitié des Fidjiens d'origine mélanésienne demeurent toutefois ancrés dans l'économie vivrière. Les îles Salomon ne restent pas extérieures à ces tendances bien que les activités économiques y restent plus modestes : pour cet état de 200 000 habitants, l'économie nationale est encore basée jusque dans la première moitié des années 1960 sur la mono-production du coprah ; mais alors que cette dernière fournit 85 % de la valeur des exportations en 1965, elle n'en représente plus que 50 % en 1970 et 10 % à la fin des années 1980 (Friesen, 1993 : 196). Les actifs participant à l'économie monétaire comptent pour près de 20 % de la force de travail, le coprah, le bois, la pêche, le palmier à huile et le cacao constituant 93 % des exportations (AIDAB, 1991 : VII). Les développements sont moins marqués au Vanuatu où, au début des années 1990, une majorité des 150 000 habitants réside dans des zones périphériques consacrées à l'agriculture vivrière ; l'agriculture commerciale y repose sur la production paysanne de coprah, de bovins, de café et de cacao (David, 1994, 1995).

4. 3 Polynésie, Micronésie et "système MIRAB"

Étudiant au début des années 1980 quelques uns des plus petits états polynésiens et micronésiens, deux chercheurs néo-zélandais, Bertram et Watters (1985), les caractérisent comme relevant des systèmes MIRAB, acronyme par lequel "Mi" renvoie aux migrations, "R" aux "remittances" (les envois d'argent), "A" aux aides internationales et "B" à la bureaucratie : les évolutions économiques et sociales s'y ancrent dans l'extrême faiblesse des bases productives et sur des transferts de fonds extérieurs qui débouchent sur la régression du secteur agricole et sur la création d'un secteur public pléthorique - l'état induit 52 % des emplois salariés aux îles Cook, 85 % de ceux-ci à Niue, 60 % à Tuvalu et 80 % au Kiribati (Ogden, 1989 : 363) ; la faiblesse de la production n'y est plus limitative : entre les années 1950 et les années 1980, les importations par tête font plus que doubler aux îles Cook, que tripler aux Tokelau et que quintupler à Niue. Le *ratio* des importations sur les exportations est de 5 aux Cook et à Kiribati, de 6 à Niue et de 9 à Tokelau (Bertram, 1986). Sur quelques décennies, les plus petits pays polynésiens et micronésiens passent du système d'affluence vivrière précoloniale à la mono-production marchande de la période coloniale et des années 1950 et 1960 pour entrer vers le milieu des années 1970 dans un système de dépendance reposant sur un financement des budgets nationaux presque sans complémentarité productive après l'effondrement de l'économie du coprah (Bertram, 1986 ; Hooper, 1993) : les rentrées financières y proviennent de l'exportation de main-d'oeuvre et des modalités de la régulation politique internationale. Avec des bases productives et démographiques plus grandes - sans être toutefois très importantes -, les évolutions des autres îles convergent vers ce modèle : c'est ainsi que les transferts amenés à Tonga par l'émigration s'élèvent à 50 millions de dollars australiens en 1988, soit 44 % du produit national brut et plus de trois fois le montant correspondant de l'aide internationale (Bataille-

Benguigui, 1991). Au Samoa occidental, ils représentent une moyenne de 500 dollars samoans par ménage rural, soit le tiers des revenus annuels d'une famille de huit personnes (Shankman, 1991). A l'inverse des migrations internationales et de leurs transferts financiers qui ne touchent dans les années 1990 que les pays polynésiens et micronésiens, la réception d'aides publiques concerne la plupart des pays du Pacifique sud qui en sont venus sur les quinze dernières années à bénéficier de financements émanant d'une métropole, de nations étrangères ou des instances internationales (Antheaume, Lawrence, 1985 : 383). Entre 1977 et 1980, les montants de l'aide publique passent de 582 millions de dollars australiens à 1 066 : ils s'élèvent à 217 dollars australiens *per capita* en 1980 étagés entre 45 dollars pour Fidji et 1 222 dollars pour l'île de Niue ; en 1990, les pays de la *Commission du Pacifique sud* reçoivent 1 636,7 millions de dollars australiens, soit une moyenne de 286 dollars par habitant qui place l'Océanie insulaire à la tête des régions assistées.

Marqués dans le cas des plus petits pays océaniques et dans celui des états ou territoires conservant un lien étroit avec une métropole, les transferts publics par habitant s'inscrivent dans une dichotomie qui contraste la bordure mélanésienne du Pacifique (à l'exception de la Nouvelle-Calédonie) au Pacifique central et oriental.

5. Les espaces océaniques périphériques

L'accélération du développement économique entraîne la constitution de périphéries internes à la région, aux archipels et aux grandes îles : les processus de périphérisation se traduisent par la diminution des flux économiques entre les centres urbains et les zones délaissées qui perdent leurs éléments les plus dynamiques attirés par la ville ; ceux qui restent se replient sur les activités vivrières, les circuits monétaires étant surtout alimentés par les transferts.

5.1 Périphéries îliennes et périphéries régionales

La périphérisation qui touche les archipels est d'autant plus prononcée que la taille des îles qui les composent est faible, que les distances entre îles sont importantes et que le nombre de centres urbains de plus de 1 000 habitants est réduit. En effet, en l'absence de centres de proximité, les producteurs des îles éloignées sont contraints de se tourner vers la capitale ou vers les marchés extérieurs mais avec des coûts de transport qui les défavorisent : il a ainsi été calculé qu'un agriculteur des îles périphériques fidjiennes, bien que bénéficiaire de subventions, devait produire 50 % de coprah de plus qu'un agriculteur de l'île principale pour un même revenu (Ward, 1993 : 5-6). Il n'est dès lors guère surprenant que les îles les plus petites et les plus éloignées, quelles qu'en soient les localisations, voient le départ de leurs populations ; mais si la Mélanésie ne connaît encore dans les années 1990 que des migrations intérieures (Haberkorn, 1994), il n'en va pas de même pour la Micronésie et la Polynésie dont les taux relatifs d'émigration sont parmi les plus importants au monde (Bataille-Benguigui, 1991 ; Shankman, 1992), au point d'obérer parfois leur viabilité. Au début des

années 1980, le taux d'expatriation des pays de la région est évalué à 10 % de la population totale : alors que le Pacifique sud connaît durant cette période un taux d'accroissement démographique de 2,6 % (en excluant la Papouasie-Nouvelle-Guinée et Fidji qui représentent les trois quarts de la population), ce qui le place juste derrière l'Afrique, les évolutions sont négatives ou proches de la stagnation dans l'ensemble de la Polynésie à l'exception de la Polynésie française et des Samoa américaines (Carter-Gau et Haberkorn, 1995). Plusieurs archipels ont désormais autant ou plus d'expatriés que d'habitants : 1 600 individus vivent aux îles Tokelau pour 2 200 en Nouvelle-Zélande, Niue ne compte plus que 3 200 personnes pour 8 000 expatriés, les îles Wallis et Futuna ont la moitié de leurs ressortissants en Nouvelle-Calédonie ... (Antheaume, Lawrence, 1985 : 383).

Les migrations internationales ont toutefois abouti à la constitution de réseaux s'appuyant sur différents points de l'espace mondial et du bassin Pacifique (Nouvelle-Zélande, Samoa américaines en migration-relais, Hawaii et côte ouest des États-Unis) qui constituent l'une des formes d'adaptation les plus dynamiques à la globalisation de l'économie que ces sociétés aient développées (Bertram, 1986 : 810 ; Ogden, 1989 : 370 ; Shankman, 1991).

5.2 Les périphéries des grandes îles

La faiblesse des dessertes maritimes des îles extérieures trouve sa contrepartie sur les grandes îles dans l'absence ou les insuffisances du réseau routier : l'île Choiseul aux Salomon ne possède aucune voie de pénétration intérieure ou circulaire (Friesen, 1993 : 195, 203) tandis que le tiers des quatre millions d'habitants de la Papouasie-Nouvelle-Guinée n'est pas relié (Goodman, Lepani, Morawetz, 1985 : 12). En effet, pour des états aux ressources rares, le désenclavement des zones périphériques n'est pas un investissement rentable, tout comme l'entretien du réseau est souvent confronté à des difficultés de financement. En fait, les états de la région dérivent vers un découplage économique, spatial et démographique entre les zones rurales, périphériques ou non, et les centres urbains, en particulier les capitales qui sont les bénéficiaires prioritaires de l'aide internationale et le siège des administrations centrales. En 1983, la Papouasie-Nouvelle-Guinée apparaît ainsi comme un pays où *"le village se comporte de plus en plus comme un élément superflu par rapport aux besoins du système national à grande échelle. Ce dernier tire ses revenus de subventions et de prêts étrangers, de grandes opérations minières, de l'exploitation diverse des ressources naturelles, de l'imposition des habitants des villes (expatriés principalement) et des biens de consommation urbains - en fait très peu de ressources proviennent directement du milieu rural. L'approvisionnement des villes de Papouasie-Nouvelle-Guinée est lui même principalement assuré par les importations [...]. D'une manière générale, le système moderne n'a besoin aujourd'hui que de deux apports du milieu rural : la terre pour les opérations de développement et les votes aux élections quinquennales Les "sociétés authentiquement géographiques" de Papouasie-Nouvelle-Guinée sont bel et bien en voie de devenir d'encombrants anachronismes dans l'État moderne"* (Jackson, 1983 : 26). A Fidji, John Overton (1993), analysant dix ans plus tard deux villages mélanésiens de Viti Levu proches d'une ville montre que, malgré l'existence d'une demande, l'agriculture marchande,

© ORSTOM

entravée par la pression foncière, ne rémunère plus ses producteurs et connaît un déclin relatif : les revenus villageois proviennent en majorité de la ville et des transferts de fonds, publics ou privés ; dans les zones de l'agriculture périphérique, l'état s'engage dans les améliorations d'infrastructure et dans le versement d'aides afin de préserver le mode de vie des villages mélanésiens (Sofer, 1993 : 309). De telles politiques ne sont pas différentes de celles mises en place en Polynésie française en faveur des archipels extérieurs (Robineau, 1974 ; Doumenge, 1990) ou, plus récemment, en Nouvelle-Calédonie, pour le rééquilibrage territorial. L'analyse du système MIRAB entre ainsi en résonance avec les situations des périphéries mélanésiennes, îles ou régions excentrées, marquées, tout comme les pays polynésiens et micronésiens, par les migrations, les envois monétaires et les aides publiques.

6. Economie-monde et espaces locaux

Deux siècles d'intégration de l'Océanie à l'économie-monde ont transformé les distributions des populations et des lieux de pouvoir selon des rythmes et des modalités induits par l'histoire du développement économique et des enjeux locaux, régionaux et internationaux : le système-monde et ses développements façonnant les évolutions locales (Wallerstein, 1995), les espaces océaniques contemporains sont marqués par les héritages de la phase d'implantation coloniale qui, ayant mis l'accent sur l'interface entre les îles et les métropoles, a privilégié les bords de mer ; les populations de certaines îles et de certains littoraux dont les contacts avec les Européens sont anciens, ont fourni les premiers urbanisés et les premières élites des pays indépendants. Il s'ensuit que la plupart des villes d'Océanie sont des ports, ce qui est toujours le cas des territoires à pôle urbain unique, et que des villes nouvelles continuent à être implantées sur le littoral comme le montre le projet de création du pôle de Népoui en Nouvelle-Calédonie (David, Pillon, Wagino, 1995) : ces localisations restent en effet congruentes avec la situation d'îles ancrées sur le système économique et social mondial et avec celle d'économies condamnées à l'extraversion par l'étroitesse de leurs marchés nationaux.

Les régions intérieures des grandes îles restées à l'écart des premières implantations administratives, missionnaires et commerciales connaissent des évolutions divergentes : nouveaux pôles agricoles ou miniers pour certaines, elles sont des sources de main-d'oeuvre pour d'autres ou bien encore le lieu d'application de politiques agricoles d'aide au maintien sur place des populations. Les accroissements démographiques, les pressions foncières, les écarts de revenus entre salariat et agriculture, l'attraction de la ville, la formation des élites administratives et politiques de même que les modèles de développement tendent ainsi à fragiliser les espaces ruraux au profit de villes qui drainent de plus en plus de monde sans que ni l'économie rurale ni le secteur tertiaire ni même un secteur secondaire en général réduit (Thirlwall, 1990 : 8) ne puissent absorber les croûts démographiques.

Alors que les micro-systèmes précoloniaux attribuaient des rôles complémentaires - pas toujours entièrement fondés dans l'écologie - aux espaces qui les composaient, l'intégration à l'économie mondiale a recomposé ceux-ci pour déboucher sur des différenciations accrues et sur des disqualifications, notamment des îles extérieures : la Micronésie et la Polynésie ont été plus

particulièrement singularisées par ces évolutions, et les îles polynésiennes, sièges anciens pour certaines de cultures dynamiques ayant amorcé des conquêtes d'îles mélanésiennes et micronésiennes, ont été globalement constituées en espaces mineurs. L'ensemble régional n'apparaît pas toujours mieux placé à cet égard puisque l'intensification mondiale des échanges et des communication s'y traduit par des retraits : le commerce entre pays océaniques est réduit, les flux en direction du nord et de l'Asie sont plus importants que ceux transverses et les compagnies maritimes et aériennes internationales y ont supprimé leurs escales intermédiaires (Taylor, Kissling, 1983 ; Doumenge, 1990 : 168-171). Dans leurs efforts pour exister en tant qu'état et pour structurer des économies aptes à soutenir les besoins de leurs populations, les pays du Pacifique insulaire paraissent peu en prise sur un cadre technologique avancé, et l'exploitation de "niches technologiques", nouvelle formule adaptative du capitalisme concurrentiel mondial, ne semble guère correspondre à leurs capacités : le fossé semble ainsi s'accroître entre les îles et les formes contemporaines du développement historique, et, malgré des réalisations dans le domaine de la structuration en espace régional, il est à craindre qu'avec les redéfinitions politiques et économiques du système-monde et les visées des grandes puissances, le Pacifique insulaire ne soit ancré dans une périphérisation de longue durée.

Nouméa, Bondy, août 1995

Références citées

- Aldrich, R.** 1988. Rediscovering the Pacific : A critique of French geopolitical analysis. *Journal de la Société des Océanistes*, 87, 2 : 57-71.
- Antheaume, B., Lawrence, R.** 1985. A l'aide ou trop d'aide? Evolution des économies vivrières dans le Pacifique insulaire. *Études rurales*, juil.-déc., 99-100 : 367-387.
- Antheaume, B., Delaunay, D., Portais, M.** 1987. L'abeille et l'araignée : de l'autonomie territoriale à l'interdépendance réticulaire. ORSTOM, Département H, bul. de liaison n° 7, pp. : 3-6.
- Australian International Development Assistance Bureau. (AIDAB).** 1991. The Solomon Islands Economy. Prospects for stabilisation and Sustainable Growth. PDP Australian LTD, Australian Government Publishing Service, 65 p.
- Bataille-Benguigui, M.-C.** 1991. Un des effets de l'insularité : les migrations aux îles Tonga, Polynésie occidentale. Ministère de l'environnement, Col. "*Recherches environnement*", n° 36, Territoires et sociétés insulaires, pp. : 231-238.
- Bonnemaison, J.** 1981. Voyage autour du territoire. *L'Espace géographique*, 4 : 249-262.
1985. The tree and the canoe : roots and mobility in Vanuatu societies. In : "*Mobility and identity in the island Pacific*", Pacific Viewpoint, 26, 1 : 30-62.
1986. Les fondements d'une identité : territoire, histoire et société dans l'archipel de Vanuatu (Mélanésie). Livre I : L'arbre et la pirogue, ORSTOM, col. "*Travaux et documents*", n° 201, 540 p.
1989. L'espace réticulé. Commentaires sur l'idéologie géographique. In : "*Tropiques, lieux et liens*". Éditions de l'ORSTOM, Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération, pp. : 500-510.
- 1990-1991. Vivre dans l'île. Une approche de l'île océanique. *L'Espace géographique*, 19-20, 2 : 119-125.

- Bertram, I., G., Watters, R.F.** 1985. The MIRAB economy in South Pacific Microstates. *Pacific Viewpoint*, 26 : 498-519.
- Bertram, G.** 1986. Sustainable Development in Pacific Micro-Economies. *World Development*, 14, 7 : 809-822.
- Carter-Gau, D., HaberKorn, G.** 1995. Statistiques démographiques. Commission du Pacifique sud, Bulletin statistique du Pacifique sud, n° 42, 69 p.
- Danielsson, B.** 1972. La Polynésie. In : "*Encyclopédie de la Pléiade, Ethnologie régionale 1 : Afrique, Océanie*", sous la direction de Jean Poirier, pp. : 1236-1329.
- David, G., Pillon, P., Wagino, M.** 1995. Le développement mélanésien à l'heure de la provincialisation. In : "*La Nouvelle-Calédonie à la croisée des chemins : rééquilibrage, aménagement et développement*". Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (ORSTOM), ms., 64 p.
- Doumenge, F.** 1966. L'Homme dans le Pacifique sud, étude géographique. Musée de l'Homme, Publications de la Société des Océanistes, n°19, 635 p.
1990. La dynamique géopolitique du Pacifique Sud (1965-1990). *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 43, 170 : 113-186.
- Dahl, A. L.** 1980. Inventaire des écosystèmes de la région du Pacifique sud. Commission du Pacifique Sud, Document technique n° 179, 105 p.
- David, G.** 1991. The strategy of reef resources exploitation in the Pacific islands : the case of Vanuatu. Proceedings of the 1990 International Society for Reef Studies Congress, Noumea, UFP-ISRS : 61-74.
1994. Terre, population et développement au Vanuatu. In : "*La terre*", Actes du 6ème colloque C.O.R.A.I.L., Nouméa, 27-29 octobre 1993 : 221-241.
- Duncan, R. C.** 1994. Melanesian Forestry Sector Study. "*International Development Issues n° 36*", Australian Development International Assistance Bureau (AIDAB), 30 p.
- Durand, M.-F., Lévy, J., Retaillé, D.** 1972. Le monde, espace et systèmes. Presses de la fondation internationale des sciences politiques, Dalloz, 565 p.
- Friesen, W.** 1993. Melanesian economy on the periphery : migration and village economy in Choiseul. *Pacific Viewpoint*, 34 (2) : 193-214.
- Garanger, J.** 1978. Les premiers Australiens. *L'Histoire*, 1 : 46-53.
- Godéliér, M.** 1990. Sociétés à Big men, sociétés à grands hommes : figures du pouvoir en Nouvelle-Guinée. *Journal de la Société des Océanistes*, 2 : 75-94.
- Goodman, R., Lepani, Ch., Morawetz, D.** 1985. The Economy of Papua New Guinea. An Independent Review. Development Studies Center, The Australian National University, 272 p.
- Gorecki, P.** 1988. L'origine du peuplement de l'Océanie. Encore énigmatique. In : Antheaume, B., Bonnemaïson, J., "*Atlas des îles et des états du Pacifique sud*", GIP/Reclus, Publisud, pp. : 24-26.
- Guiart, J.** 1972. Les Nouvelles-Hébrides. In : "*Encyclopédie de la Pléiade, Ethnologie régionale 1 : Afrique, Océanie*", sous la direction de Jean Poirier, pp. : 1150-1173.
- Guilcher, A.** 1969. L'Océanie. Col. "*Magellan, La géographie et ses problèmes*", Presses universitaires de France, 295 p.
- Gundert-Hock, S.** 1991. Mission influence and labour migration : the case of Vanuatu in the last decades of the 19th century. *The Journal of Pacific History*, 26, 1 : 98-102.
- Haberkorn, G.** 1994. La population des pays océaniques dans les années 1990. *Espaces, populations et sociétés*, 2 : 159-170.
- Hooper, A.** 1993. The MIRAB transition in Fakaofu, Tokelau. *Pacific Viewpoint*, 34 (2) : 241-264.
- Huetz de Lemps, C.** 1994. Coolies et immigrants de "qualité" aux îles Hawaii (1852-1933). In : "*Le peuplement du Pacifique et de la Nouvelle-Calédonie au XIXème siècle*", actes du Colloque universitaire international publiés sous la direction de Paul de Deckker, L'Harmattan, pp. : 176-191.

- Huetz de Lempis, C., Penot, J., Bonnemaïson, J. Brunet, R., Antheaume, B.** 1995. Hawaii et les archipels du rêve américain. In : Belin, Reclus éditeurs, "*Géographie universelle, Asie du Sud-est-Océanie*", chap. 13 : 434-451.
- Hughes, I.** 1977. New Guinea Stone Age Trade. Terra Australis, 3. Department of prehistory, Research School of Pacific Studies, The Australian National University, 247 p.
- Lemonnier, P.** 1990. Guerres et festins. Paix, échanges et compétition dans les Highlands de Nouvelle-Guinée. Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 189 p.
- Ogden, M. R.** 1989. The Paradox of Pacific Development. *Development Policy Review*, 7 (4) : 361-373.
- Overton, J.** 1993. Farms, Suburbs, or Retirement Homes? The Transformation of Village Fiji. *The Contemporary Pacific*, 5, 1 : 45-74.
- Pacific Islands Year Book.** 1989. 16th Edition, Edited by Norman and Ngaire Douglas, Angus and Robertson Publishers, 717 p.
- Panoff, M.** 1986. Les planteurs gagnaient-ils beaucoup d'argent? Le cas de la Nouvelle-Bretagne de 1890 à 1914. *Journal de la Société des Océanistes*, 82-83 : 129-138.
- Robineau, Cl.** 1974. L'urbanisation en tant que processus de changement social. Le cas de la Polynésie française : Papeete et Moorea 1960-1970. In : "*Civilisations traditionnelles et urbanisation dans le sud Pacifique*", Les Cahiers de l'ORSTOM, série "*Sciences humaines*", 11, 3-4 : 287-295.
- Sahlins, M.** 1963. Poor man, rich man, big-man, chief : political types in Melanesia and Polynesia. *Comparatives studies in societies and history*, 5 : 285-303.
- Shankman, P.** 1992. The Samoan Exodus. In : Lockwood, V. S., Harding, T. G., Wallace, B. J. editors, "*Contemporary Pacific Societies : Studies in development and change*", Prentice Hall, pp. : 156-170.
- Shineberg, D.** 1973. Ils étaient venus chercher du santal. Société d'Etudes historiques de Nouvelle-Calédonie.
- Sofer, M.** 1993. Uneven Regional Development and Internal Labor Migration in Fiji. In : "*Islands and small states : issues and policies*", *World Development*, 21, 2 : 301-310.
- Taylor, J. M., Kissling, C. C.** 1983. Dualisme et segmentation économique dans le système des compagnies aériennes internationales de l'Océanie. *L'Espace géographique*, 12, 3 : 173-184.
- Thirlwall, A. P.** 1990. The Performance and Prospects of the Pacific Island Economies in the World Economy. Pacific Islands Development Program, East-West Center, Honolulu, Hawaii, 77 p.
- Wallerstein, I.** 1995. Impenser la science sociale. Pour sortir du XIXème siècle. Presses universitaires de France, coll. "*Pratiques théoriques*", 319 p.
- Ward, R. G.** 1986. Reflections on Pacific Island Agriculture in the Late 20th Century. *The Journal of Pacific History*, 21, 3-4 : 217-226.
1993. South Pacific Islands Future : paradise, prosperity or pauperism? *The Contemporary Pacific*, 5, 1 : 1-21.
- Weightman, B.** 1989. Agriculture in Vanuatu, a historical review. Cheam, The British friends of Vanuatu, 320 p.
- World Bank.** 1993. Pacific Islands Economies : Towards Efficient and Sustainable Growth. Volume 7. Vanuatu : Country Economic Memorandum. Country Department III, East Asia and Pacific Region, 72 p.